



Cfdt: HAUTS-DE-FRANCE

SPHAGÈRE POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

COOPÉRATION PROXIMITÉ EXPÉRIMENTATION

MANIFESTE POUR UNE NOUVELLE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN HAUTS-DE-FRANCE

OCTOBRE 2024

Le contexte économique est préoccupant, les crises et mutations se succèdent depuis plusieurs décennies.

Le contexte politique est incertain avec des acteurs qui ne répondent pas aux enjeux et une extrême droite en embuscade, prête à réduire la force des travailleurs et de leurs représentants.

Le contexte social est à la peine : les corps intermédiaires, comme les syndicats, sont relégués bien souvent au second plan.

Le contexte environnemental est lourd d'enjeux cruciaux et urgents.

Notre région n'échappe pas à cette situation. Dans son histoire, elle a fait preuve, à maintes reprises, de résilience et de solidarité.

C'est pourquoi la CFDT Hauts-de-France appelle aujourd'hui tous les décideurs et acteurs de notre région à engager une démarche de co-construction pour "vivre et travailler mieux et autrement" dans les territoires, les entreprises et services publics.



MÉPRIS ET COLÈRE

Chaque jour nous remonte l'écho de travailleurs et citoyens **méprisés, en colère**, qui ne se sentent **pas écoutés**, qui sont **invisibilisés, résignés** face à des bouleversements qui leur échappent. Cela engendre peur de l'avenir, insécurité professionnelle et souvent, impossibilité de vivre dignement au travail et en dehors.

De plus, le sentiment d'être dans un moment démocratique très incertain et flou accentue la méfiance envers le monde politique. La question du fonctionnement de notre démocratie à tous niveaux est posée.

CRISE DE LA DÉMOCRATIE

Bien sombre est le tableau de notre démocratie française. Les citoyens ressentent de plus en plus que leurs voix ne sont pas entendues, d'où un déficit de confiance vis-à-vis de nos institutions. **Problème de gouvernance** mais aussi de **perte de sens** pour des citoyens de plus en plus déconnectés du processus démocratique.

Certains ont cédé aux **sirènes fallacieuses de la démagogie et des solutions simplistes ou aventurières**. Aux dernières élections législatives, dans notre région, le Rassemblement National a recueilli 40,84 % des voix et les députés issus de ce parti sont aujourd'hui majoritaires avec 30 élus. Le **Rassemblement National** est arrivé **en tête dans tous les départements de notre région**. L'augmentation des votes pour l'extrême droite n'est pas récente. Nos territoires ont été confrontés à 40 ans de désindustrialisation, à l'abandon et aux pratiques de rabet des services publics (éducation, santé, accompagnement social, justice et sécurité) dans les endroits les moins peuplés de notre région.

Et bien que 2/3 des Français aient voté pour obtenir un changement politique, force est de constater que la majorité des politiques parle plus des attributions de postes que des problèmes de fond ou de programmes.

La scène politique apparaît bloquée (nationalement) avec une prise en compte insuffisante des conséquences du morcellement de l'Assemblée Nationale. S'installent un **flottement démocratique** et **l'impression d'une France ingouvernable**.

Mais en même temps, des citoyens et travailleurs, témoignent, à travers des engagements souvent en dehors des institutions classiques, d'une soif de démocratie plus forte. Le vote politique ne suffit plus : il existe une forte attente de participation effective à la décision.

UNE ACCUMULATION D'OCCASIONS RATÉES

Les crises se succèdent depuis plusieurs années (crises financières, mouvement des gilets jaunes, crise sanitaire, violences urbaines de juin 2023, crise agricole, crise démocratique...) plongeant la France dans un état de crise permanent sur fond d'urgence écologique.

Pour chacune de ces crises, des messages, très clairs, ont été passés par les citoyens. Mais ces derniers ont été peu voire pas entendus par la représentation politique. Le schéma est presque toujours le même : **une réaction à l'instant T et des bribes de solutions** qui ne sont pas déployées jusqu'au bout.

Rappelons-nous :

- À la suite du **mouvement des gilets jaunes**, un grand débat et... des cahiers de doléances qui dorment dans les archives départementales ;
- La **convention citoyenne pour le climat**, avec des citoyens engagés qui y ont cru... avant que les propositions ne passent sous les fourches caudines du gouvernement ;
- La **crise COVID** et les promesses d'un nouveau monde, notamment pour les travailleurs essentiels qu'on a applaudis tous les soirs et...le retour en force du « on continue comme avant » ;
- La **convention citoyenne pour la fin de vie** avec un travail remarquable de 184 citoyens tirés au sort et... des décisions politiques qui rendent caducs, pour l'instant, les travaux menés.
- La mobilisation historique sur **la réforme des retraites**, avec un gouvernement qui prend le problème à l'envers, reste sourd aux cris des millions de travailleurs mobilisés et passe sa réforme en force au parlement... avec une promesse de parler enfin du travail sans qu'on en connaisse pour l'instant ses intentions

Alors, faut-il encore faire croire ou même laisser penser qu'un beau jour toutes les crises seront derrière nous et que nos problèmes vont disparaître ? Faut-il continuer à vendre l'illusion d'un grand soir qui n'arrivera jamais et qui ne générera que déception voire rancœur ?

Ne faut-il pas changer de logiciel et parier sur la proximité, la coopération, le respect et la confiance mutuels ?

Face à ces constats, la CFDT Hauts-de-France en appelle à un changement de méthode. Ce n'est ni le premier ministre, ni le nouveau gouvernement qui auront, seuls, un impact concret sur le quotidien des citoyens des territoires. L'État n'est pas l'acteur unique du changement.

Nous sommes convaincus qu'il y a d'autres leviers à activer, d'autres acteurs à mobiliser.

COOPÉRATION, PROXIMITÉ, EXPÉRIMENTATION : TROIS LEVIERS À ACTIONNER !

Nous appelons les **partenaires sociaux, représentants de la société civile, acteurs économiques, politiques, du monde associatif** à sortir par le haut de cette situation. Nous pensons que chacun doit se mettre à l'écoute des autres pour nous enrichir mutuellement et déployer, ensemble, les solutions concrètes dont ont besoin les travailleurs et les citoyens de notre région.

Et ceci en actionnant trois leviers : **proximité, coopération, expérimentation.**

- Oui ! Nous sommes convaincus que, dans leur entreprise ou administration, ce sont les travailleurs qui sont le plus à même de pouvoir changer leurs conditions de vie et de travail à la condition que les employeurs veuillent bien les écouter, les impliquer et négocier des changements pérennes.
- Oui ! Nous sommes convaincus que dans la société et sur un territoire, c'est en réunissant tous les acteurs locaux concernés qu'on peut améliorer de façon concrète la vie quotidienne de nos concitoyens.
- Oui ! Nous sommes convaincus qu'on peut sortir des « sentiers battus » pour vivre et travailler autrement et trouver, par l'intelligence collective, des solutions innovantes à mettre en œuvre, à expérimenter.

LE PARITARISME DOIT REPRENDRE TOUTE SA PLACE

Particulièrement malmené depuis 2017, **le paritarisme a pourtant fait la preuve de son utilité à de nombreuses reprises.** Dans l'histoire de notre région, terre industrielle et de solidarités, le dialogue social interprofessionnel a permis souvent d'amortir les chocs liés aux crises économiques et sociales.

Aujourd'hui, pour lutter contre les peurs, la défiance, les passions identitaires, qui renforcent la montée de l'extrême droite, il y a une **impérieuse nécessité de faire vivre et d'articuler les espaces démocratiques** que sont les institutions nationales, locales et sociales. Il est temps de rétablir un réel équilibre et de ne pas tout attendre d'un pouvoir central qui n'a pas une connaissance fine des réalités territoriales et ne détient pas la capacité d'action concrète et locale des acteurs de terrain. Notre objectif demeure celui de **faire coopérer les acteurs locaux pour agir concrètement sur les conditions de vie et changer le réel.**

LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

Quand les acteurs font de situations de crises des opportunités, les résultats peuvent être très positifs. **La preuve à partir de quelques initiatives** prises en Hauts-de-France :

- Chez **Toyota, à Valenciennes**, pendant la crise COVID, un réel dialogue social entre employeur et représentants des salariés a permis une reprise de l'activité dès le mois d'avril avec des niveaux de production dépassant les espérances, car 60% des salariés étaient volontaires pour le faire.
- Les 300 emplois de **l'usine METEX à Amiens** ont pu être sauvés grâce à une mobilisation collective. Députés, sénateurs, maire d'Amiens, communauté de communes, président de région, préfecture, ministre de l'Industrie : toutes et tous ont répondu à l'appel de la CFDT et se sont mobilisés, faisant fi de leurs différents politiques, pour trouver une solution bénéfique pour les salariés, leurs familles, et pour la souveraineté industrielle française et l'environnement.
- Face à **l'intelligence artificielle** qui envahit les entreprises et administrations, plus de 100 entreprises ont été sensibilisées. Plus de 200 salariés ont été formés aux métiers de la Data et de l'IA grâce à la mise en place d'un programme pilote « Compétences IA », élaboré en coopération avec les acteurs régionaux et la Cité de l'IA.
- Autre fruit du dialogue social : la mise en œuvre d'un consortium paritaire (Aract/Apec/Transitions Pro HDF) qui propose désormais **une offre de services « Sénior + »** aux entreprises et salariés concernant l'emploi, la formation, la santé...

Cette liste d'exemples n'est évidemment pas exhaustive. Des victoires issues du **dialogue**, de la **négociation**, du **compromis**, il s'en produit au quotidien, à l'instar de la collaboration entre les acteurs du Pacte de Pouvoir de Vivre.

Cette mise en exergue, que nous ne pratiquons sans doute pas suffisamment, nous permet d'affirmer qu'en agissant localement, avec les acteurs concernés sur des situations concrètes - les bons acteurs au bon endroit - c'est efficace et porteur de solutions innovantes pour les salariés et citoyens

PRÊTS À ENCLANCHER CETTE DYNAMIQUE DANS LES ENTREPRISES ET SERVICES PUBLICS ?

Pour la CFDT, le travail est bien une donnée économique puisqu'il crée de la richesse. Mais il s'agit tout autant d'une donnée sociale. Le lieu de travail (qu'il soit privé ou public) joue un rôle politique et social. Un travailleur désabusé, qui a perdu tout ou partie du sens de son travail et parfois de son utilité dans la société, ne fait pas un citoyen très impliqué. Nous pensons donc que c'est par le travail que passera la réussite économique, idéologique et démocratique de notre région.

Alors prêts à s'engager, par exemple :

- Dans les secteurs qui connaissent des **difficultés de recrutement** (services, agroalimentaire, services à la personne, services sociaux, logistique et transports) pour écouter les propositions et négocier avec les délégués CFDT qui ont recueilli la parole des travailleurs de ce secteur.
- Dans les entreprises et administrations, pour laisser la possibilité aux travailleurs d'**agir sur leur travail en imaginant des espaces de discussions organisés** leur permettant de pouvoir proposer des solutions et de décider de leur application après validation. Ils sont les meilleurs experts de leurs conditions de travail et de leur bien-être au travail.
- Sur les lieux de travail, pour arrêter l'hécatombe des **accidents mortels** (dans notre pays 2 travailleurs meurent chaque jour), en remettant en place les CHSCT et en développant la prévention, particulièrement pour les travailleurs les plus touchés, comme les intérimaires.
- Pour **repenser, à partir d'une analyse de situations concrètes, le maillage des services publics**, afin que ceux-ci soient réellement au service du travailleur et du citoyen de manière appropriée et efficace.

PRÊTS À ENCLANCHER CETTE DYNAMIQUE SUR LES TERRITOIRES ?

La dynamique de réindustrialisation est engagée, elle est très stimulante. Mais pour qu'elle devienne une réussite, elle nécessite de penser le développement économique depuis les territoires qui constituent son réservoir et de faire du dialogue et de la coopération entre l'ensemble des acteurs locaux une condition incontournable pour un aménagement équilibré des territoires.

Alors prêts à s'engager, par exemple :

- **Sur Dunkerque**, où sont annoncés jusqu'à 30 000 emplois d'ici à 2027, pour créer les conditions nécessaires afin de garantir la performance des usines qui vont s'implanter. Pour nous, il faut miser sur la qualité du management, les compétences des salariés, leur bien-être au travail, leur implication dans les conditions de travail et une articulation efficace dialogue social/dialogue professionnel.
- Sur les territoires où s'implantent les **gigafactories**, pour que les entreprises sous-traitantes (près de la moitié des emplois de la filière) puissent bénéficier des fonds dédiés pour l'évolution de leurs structures et l'accompagnement de leurs salariés. Il est nécessaire aussi d'anticiper les impacts économiques, territoriaux et sociaux d'une éventuelle trop grande spécialisation de ces implantations.
- Sur les Hauts-de-France, pour associer et préparer les travailleurs, et leurs représentants, aux décisions et transformations induites par **la transition écologique à travers notamment une réelle planification écologique**.

D'autres dynamiques sont à enclencher auprès de certaines catégories de populations (jeunesse, travailleurs pauvres) ou dans des domaines comme le logement, la mobilité, etc.

A travers ce manifeste, la CFDT Hauts-de-France appelle les responsables sociaux, politiques, économiques, le monde associatif à engager cette démarche de co-construction comme enjeu de notre cohésion sociale, de notre démocratie, de la résilience de nos territoires face aux crises.

La CFDT ne prétend pas définir à elle seule les solutions à mettre en oeuvre. Faisons-le ensemble.

Ensemble, montrons que nous avons entendu les attentes des travailleurs et des citoyens, élargissons le champ des possibles et construisons l'avenir " pour vivre mieux et travailler autrement en Hauts-de-France "

Pour échanger ensemble, aller plus loin, prenons contact

Perrine Mohr, secrétaire générale CFDT - 06 61 99 85 46 perrine.mohr@hdf.cfdt.fr